

Mobilisation à Béthune contre « une casse sociale sans précédent » à la protection judiciaire de la jeunesse

L'annonce, au cœur de l'été, de la suppression de postes au sein de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) – jusqu'à 500 – ne passe pas. Ce mercredi, les agents se mobilisent notamment à Béthune et à Lille.

(/1492465/article/2024-08-14/mobilisation-bethune-contre-une-casse-sociale-sans-precedent-la-protection)



Une quarantaine d'agents de la PJJ s'est rassemblée devant le tribunal de Béthune pour dénoncer cette « casse sociale sans précédent ». - PHOTO LUDOVIC MAILLARD




Par Stéphane Degouve
Publié: 14 Août 2024 à 12h30

🕒 Temps de lecture: 1 min

Partage :



L'annonce, au cœur de l'été, d'un plan social à la protection judiciaire de la jeunesse (<https://www.lavoixdunord.fr/archives/recherche?word=PJJ&sort=date+desc&datefilter=lastyear>) (PJJ) ne passe pas... La volonté d'économiser de 1,6 à 1,8 million d'euros sur la masse salariale exposée aux organisations syndicales le 31 juillet par Caroline Nisand, directrice de la PJJ, est un coup dur.

Consultez l'actualité en vidéo  (/videos)

« *Au niveau national, c'est jusqu'à 500 postes menacés, explique Jérôme Gilbert, secrétaire de l'intersyndicale. Pour une petite administration comme la nôtre, c'est énorme ! C'est comme si, en comparaison avec l'Éducation nationale, on supprimait 60 000 postes !* » Là, ce sont des contrats d'éducateurs, d'agents administratifs, sociaux ou techniques qui risquent de ne pas être renouvelés. « *Une casse sociale sans précédent.* »

”

C'est comme si on supprimait 60 000 postes dans l'Éducation nationale. »

Jérôme Gilbert, Secrétaire de l'intersyndicale

Conséquence : les structures accueillant ou encadrant des jeunes en difficulté « *vont devoir fonctionner en mode dégradé dès la fin août* », explique celui qui travaille à Lens où, comme à Béthune, « *quasiment 100 %, des effectifs sont en grève ce mercredi* ».

Une gestion dégradée des structures en septembre

Une quarantaine d'agents – répondant à l'appel de l'intersyndicale FSU, CGT, UNSA et CFDT – sont ainsi venus crier leur colère devant le tribunal judiciaire de Béthune, comme d'autres à Amiens ou Beauvais. Devant le tribunal où magistrats et greffiers les ont rejoints : « *On est dans la même barque, c'est la même institution* », confie une juge béthunoise. « *Ça présage des mauvais jours pour la Justice en général*, poursuit Jérôme Gilbert. *Là, ils sont dans la gestion de la misère. Il y a des endroits où il n'y aura plus de cuisinier, où il manquera*

d'éducateurs... » Au centre éducatif fermé de Bruay, sur les seize éducateurs actuels, il pourrait ne plus y en avoir que dix à la rentrée.



Les agents de la PJJ dénoncent l'annonce faite au cœur de l'été, alors que la France ne pensait qu'aux JO. - PHOTO LUDOVIC MAILLARD

Magistrats et greffiers c... même barque ». - PHOTO

Le risque, sur le terrain, c'est que « *les agents vont devoir gérer le surcroît d'activité lié à ces pertes de moyens. Et, in fine, c'est la prise en charge des jeunes et de leurs familles qui s'en trouvera dégradée* ». Et Jérôme Gilbert d'insister : « *On travaille avec les humains les plus précaires, les enfants abandonnés* (<https://www.lavoixdunord.fr/1458275/article/2024-05-03/un-enfant-delinquant-c-est-surtout-un-enfant-protger>) ». Des situations humaines difficiles qui demandent des professionnels formés et en nombre suffisants.

Après les actions devant les tribunaux de Béthune, Amiens et Beauvais, les acteurs de la PJJ se retrouvent ce mercredi, à 14 heures, devant la direction interrégionale de la PJJ de Lille.

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Tribunal\(/tags/tribunal-0\)](#)

[Plan social\(/tags/plan-social-0\)](#)

[Béthune \(Pas-de-Calais\)\(/region/bethune-et-ses-environs/betf](#)
